

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alerte-en-terre-Mapuche-argentine-Comment-commencer-une-guerre-civile>

Alerte dans la commune mapuche de Cushamen

Alerte en terre Mapuche argentine.Comment commencer une guerre civile

- Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 10 janvier 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le réseau de soutien aux communautés mapuches en conflit a dénoncé le fait que la Gendarmerie [argentine] prévoyait une intervention dans la communauté de Cushamen. Le caractère violent de l'opération en préparation se déduit de la consultation qui a eu lieu il y a une semaine par un chef de la Gendarmerie auprès de l'hôpital *El Maitén*, où il a demandé si les installations seraient en condition de recevoir des blessés graves. L'attaque aurait lieu aujourd'hui [9 janvier 2016], aussi les communautés se sont mises en état d'alerte, elles tiennent pour responsables le gouvernement national et la Gendarmerie, le gouvernement de la province de Chubut, la police provinciale, le Geop, l'Infanterie et les responsables du train connu comme *La Trochita*, de tout dommage physique et/ou psychologique et sur la vie des hommes, des femmes et des enfants qui vivent dans la communauté « [Lof en Resistencia Cushamen](#) ». *Lof* signifie communauté en langue mapuche et [Cushamenes](#) localité de moins de mille habitants qui résiste à la spoliation des terres de ses ancêtres.

Dans son édition du 8 janvier, le bihebdomadaire digital *Perfil* a publié une curieuse note signée par une journaliste dont les spécialités connues sont la poésie et la science, dans laquelle elle signale l'existence d'une zone libérée, avec la présence des FARC de Colombie et un trafic d'armes entre le Chili et l'Argentine pour alimenter une façon violente de faire de la politique. Cela coïncide avec les définitions du *Commando Sud des Forces armées des États-Unis*, qui depuis la fin du XX^{ème} siècle insiste pour placer parmi les « nouvelles menaces » sur la sécurité (de ce pays, bien sûr) l'indigénisme ou le nationalisme indigène, aux côtés du terrorisme, du trafic de stupéfiants et du populisme radical.

La note de *Perfil* [« [Denuncian vínculos de grupos mapuches con las FARC](#) »] signée par Cecilia Moncalvo, remarque que la Gendarmerie a envoyé 150 hommes en renfort dans la zone, mentionne comme leader de la résistance le *lonco* [1] mapuche, Facundo Jones Huala (qu'elle dépouille de son premier nom de famille) et affirme qu'« il y a à son encontre un mandat d'extradition d'Interpol et du Chili pour incendies, possession d'armes et entrée illégale dans ce pays ».

Il y a cent jours le juge fédéral d'Esquel, Guido Otranto, a déclaré nulle la procédure qui traitait de cette extradition compte tenu des pratiques illégales avec lesquelles la plainte a été formulée, incluant la torture de l'un des témoins contre le leader mapuche. Deux procureurs et deux commissaires provinciaux ont été poursuivis pour cela et un agent de l'AFI est jugé pour leur avoir apporté des renseignements sur des mobilisations sociales et des marches contre l'installation d'une mine. À la suite de cette procédure, qui a été portée devant la Cour Suprême de Justice, le gouverneur Mario Das Neves a demandé un procès politique pour Otranto devant le Conseil de la Magistrature. Le Groupe de Jones Huala, [la Résistance Ancestrale Mapuche \(RAM\)](#), a récupéré les terres qui appartiennent à la communauté mais qui ont été acquises de façon illégale par l'entreprise multinationale de vêtement, Benetton et revendique une utilisation rationnelle des rivières.

Perfil a interviewé le président de la Société Rurale de Bariloche, Santiago Nazar, le bureau de presse de Das Neves et les porte-paroles de Benetton. Selon Nazar « on est dans un vide où l'État n'est pas présent », tandis que « ce mouvement violent cherche la cible la plus facile que sont les propriétaires terriens étrangers ». Il a ajouté que le gouvernement précédent n'intervenait pas. Il n'y a pas de doute que l'actuel se soit mis à considérer les réclamations des peuples originaires pour leurs terres ancestrales non pas comme un droit garanti par la Constitution mais comme un délit fédéral « puisqu'ils se proposent d'imposer leurs idées par la force », selon un rapport de gestion du Ministère de Sécurité daté du 30 août dernier.

Huit mois auparavant, la Cour Suprême de Justice a repoussé le caractère fédéral et l'application de la loi antiterroriste à propos de l'affaire qui était instruite contre Martiniano Jones Huala, oncle de Facundo, et d'autres représentants mapuche. Par le vote des juges Ricardo Lorenzetti, Hélène Highton et Juan Carlos Maqueda, la Cour a renvoyé la procédure à la justice provinciale.

Patricia Bullrich a attribué à la Résistance Ancestrale Mapuche dans ce rapport « des faits délictueux comme des usurpations de territoires, des incendies, des dommages, des menaces dans les provinces de Chubut et de Río Negro » et a décidé que la Police de Sécurité Aéroportuaire (PSA) centralise « les travaux d'investigation », chose qui n'a pas de rapport avec sa spécialité. Sans spécifier la source, la salade que sert *Perfil* mélange maintenant les FARC avec « les cartels de la Colombie et du Mexique » et affirme qu'ils terrorisent « les habitants » avec un arsenal et redoutable y compris des pierres, des bâtons, des bombes Molotov et des armes à feu.

Comme mode d'action, elle signale les incendies que la RAM réaliserait. Il est étonnant que le soutien de la Garde Nationale de l'Etat de la Géorgie [des Etats-Unis] en cas d'incendies, soit l'un des chapitres de l'accord que le deuxième chef de cette organisation provinciale, le Général de Brigade Joseph Jarrard, a signé le 13 décembre avec le ministre de la Défense Julio Martínez. Les définitions de la *Garde nationale* et du *Commando Sud* indiquent que le « Programme d'Association Estadual » ([The State Partnership Program](#)) commencé en 1991 pour assister les nations surgies du feu bloc soviétique, sans susciter la suspicion produite par la présence directe des soldats d'infanterie navale ou de l'US Army près de la frontière de la Russie, est devenu un outil clef pour les intérêts de sécurité des États-Unis [de l'Amérique] et les Commandos de Combat de ses Forces armées, qui supervisent ainsi le processus politique et obtiennent une main-d'oeuvre militaire bon marché. Après ceci il s'est développé en Amérique latine et aux Caraïbes, où la Garde « conduit des engagements entre forces militaires, à l'appui des objectifs de défense et de sécurité ». Ces dernières années la Garde nationale est intervenue comme force militaire active dans des conflits internationaux au Moyen-Orient.

En 2003, la journaliste du quotidien *Washington Post*, Dana Priest, a décrit dans son livre impressionnant « *The Mission. Waging War and Keeping Peace with America's Military* » comment au cours de la dernière décennie du XXème siècle l'*establishment* militaire de son pays a déplacé vers le Secrétariat d'Etat la formulation et l'exécution de la politique extérieure usaméricaine. Ceci est devenu évident d'une façon dramatique à partir du 11 septembre 2001, quand le ministre de la Défense Donald Rumsfeld a subordonné en matière de prise de décision le ministre des affaires étrangères Colin L. Powell, et menace d'empirer avec l'imminente administration de Donald Trump, où tant le Conseil de Sécurité National que le Ministère de Sécurité Intérieure et le Ministère de la Défense qui est toujours mentionné comme *Le Pentagone*, resteront entre les mains de trois généraux (Michael Flynn, John Kelly et James Mattis), ce qui est sans précédent et qui a soulevé des doutes sur la poursuite du contrôle civil des Forces Armées, y compris au sein de médias aussi traditionnels que *The American Conservative*.

Dans son rapport 2005 du projet [Global Trends 2020](#), le [Conseil National d'Intelligence des États-Unis](#) définit ainsi les menaces et les défis pour l'hégémonie US :

« En 2020 le PIB de la République Populaire de Chine sera plus important que celui de la majorité des pays d'Occident et, bien que son pouvoir soit presque une certitude, on ne sait toujours pas si ses relations avec d'autres pays seront de coopération ou de confrontation. L'islam, pour sa part dans son versant religieux et politique, tendra à accroître son influence, bien qu'il soit probable qu'Al Qaeda n'existera pas en 2020, et aura été remplacé par d'autres groupes islamistes radicaux beaucoup plus petits et efficaces grâce aux progrès de la technologie de l'information. **Et que se passera-t-il en Amérique latine ?** Rien de bon : l'émergence de mouvements indigénistes politiquement organisés fera chanceler l'organisation des États et mettra sérieusement en danger la sécurité régionale. Les cas du Mexique, de l'Équateur, de la Bolivie et du Chili le montreraient déjà ».

Horacio Verbitsky pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, 9 janvier 2016.

Titre original : « La amenaza »

* **Horacio Verbitsky**. Investigador, autor y periodista argentino. Actualmente preside el [Centro de Estudios](#)

[Legales y Sociales](#) (CELS).

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] **Lonco**, en langue mapuche, *longko*, « tête », aussi *lonko* ou *cacique*